



Le résumé d'évaluation



Bureau
International
Du Travail

Unité
D'Évaluation

Protéger les enfants du travail des enfants pendant la première phase de la reconstruction – Evaluation final

(Il y a un version Anglais)

Faits Rapides

Pays: *Haiti*

Evaluation final : *Avril 2014*

Mode d'évaluation: *indépendant*

Domaine technique : *Travail des enfants*

Bureau administratif: *DWT-CO San José*

Gestion d'évaluation : *Alexia Deleigne,
FPRW/GOVERNANCE/IPEC*

Nom(s) de l'évaluateur : *Philip Boyle,
Macimala Roy (National consultant)*

Fin du projet : *04/2014*

Code du projet : *HAI/10/02/USA*

Donateur & Budget de Projet: *US Department
of Labor (US\$ one million)*

Mots-clés : *Child labour, economic
reconstruction*

Résumé exécutif du rapport

L'IPEC travaille en Haïti depuis 1999 pour abolir le travail des enfants avec l'assistance des gouvernements canadien, américain, et brésilien. L'intervention de l'IPEC la plus récente a été en collaboration avec l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC) dans le cadre du Programme de Soutien au Partenariat, un effort sud-sud global qui travaille actuellement dans 11 pays y compris Haïti. Le financement qui restait à fournir dans ce programme pour le projet en Haïti (\$295,130) a été combiné avec une contribution beaucoup plus

importante du Département d'Etat des Etats-Unis (USDOS) suite au séisme en 2010 pour créer l'actuel projet USDOS/ABC qui touche bientôt à sa fin. Les efforts sud-sud de ce dernier projet restent liés étroitement au programme sud-sud qui continuera dans sa totalité jusqu'en Novembre 2015.

Ce projet USDOS/ABC est un bon exemple d'une coopération sud-sud dans un effort pour protéger les enfants du travail illégal ou dangereux, surtout des pires formes de travail pour ces enfants. C'est aussi un exemple d'une coopération triangulaire, regroupant un pays donateur du nord avec deux pays en voie de développement en relation horizontale sud-sud. Cette évaluation se porte sur la partie USDOS du projet, bien que les deux sources de fonds ne se différencient pas dans l'exécution du projet.

A l'origine ce projet a été élaboré pour empêcher les enfants d'être obligés de travailler dans les phases précoces du relèvement et de la reconstruction à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Son objectif principal est de contribuer à la protection des enfants et des adolescents de la main d'œuvre illégale pendant la première phase du relèvement. Il a trois objectifs immédiats focalisés respectivement sur: (1) l'augmentation de la base du savoir et des connaissances des acteurs clé en ce qui concerne le travail des enfants; (2) le renforcement des capacités institutionnelles de groupes d'acteurs clé et la promotion d'un dialogue social entre les parties prenantes; et (3) la provision de débouchés réels de travail pour des adolescents dans le processus de reconstruction.

Bien que le projet USDOS/ABC ait été élaboré à Genève peu de temps après le séisme et ait été prêt en mai 2010 pour le soutien des donateurs, il n'a pas commencé formellement avant le 28 mars 2011, et

son exécution en Haïti a été retardée jusqu'au 3 octobre 2011. Il y a eu encore un délai de cinq mois entre le 2 octobre 2012 et le 2 mars 2013, délai rendu nécessaire par le remplacement du Conseiller Technique Principal (CTP) pendant lequel peu de progrès ont été réalisés vers de nombreuses cibles. Le projet prendra fin le 28 février 2014 après 35 mois d'existence, mais avec seulement 24 mois d'exécution.

Ceci est une évaluation finale indépendante du projet USDOS/ABC qui examine un nombre de mesures requises par l'OIT: une élaboration de projet appropriée; l'efficacité dans la réalisation de ses objectifs, produits, et cibles projetées; l'efficience de l'exécution; la pertinence des acquis aux problèmes originaux; l'impact du projet; et la pérennité des accomplissements. Des conclusions, leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations pour l'avenir ont également été tirées des observations de l'évaluation. Le degré de contribution du projet au modèle de la coopération sud-sud et les progrès réalisés vers la formulation d'un Plan d'Action National pour abolir le travail des enfants sont aussi des questions importantes pour l'IPEC.

La méthodologie employée dans cette évaluation a été une recherche en profondeur sur l'historique du projet, ses processus, et ses résultats à travers les documents existants et une grande variété de répondants. La source primaire d'information sur les objectifs, activités, cibles, et accomplissement du projet sont les neuf rapports de progrès technique (TPRs) qui couvrent la période d'octobre 2011 au décembre 2013. Une collecte de données plus élargie et une triangulation des résultats rapportés par les TPR ont été basées sur des entretiens semi-structurés avec des individus ou de petits groupes. De petites discussions en groupe focaux ont eu lieu avec des formateurs professionnels, des étudiants bénéficiaires de la formation professionnelle, et des leaders communautaires. Les interviews et les discussions en groupes focaux ont couvert une liste déterminée de questions, mais sont restées assez flexibles pour approfondir l'investigation ou suivre de nouvelles pistes.

Des données ont été recueillies sur des questions clé dans les entretiens et discussions de groupes focaux pendant cinq jours de collecte de données à Port-au-Prince entre le 27 et le 31 janvier. Des interviews ont également été tenues avant et après le terrain, par Skype ou téléphone avec des informateurs clé à Genève, San Jose, Lima, et Washington, D.C.

Les limitations majeures de cette méthodologie ont été le temps très court dans le pays, un temps insuffisant pour interviewer ou enquêter les bénéficiaires de beaucoup d'activités de formation précédentes, et un manque de contact avec la plupart des participants de la première année d'activité du projet, y compris le premier chef de projet sur place. Selon le chef de projet en place pendant l'évaluation, il n'y a pas eu de communication entre les deux chefs de projet.

Accomplissement principaux

- Un Comité National Tripartite a été formé, se réunit régulièrement avec engagement, et a récemment augmenté le nombre de participants gouvernementaux.
- Une activité pilote de formation professionnelle de 65 adolescents entre 15-17 ans a très bien réussi et est prête pour être répliquée.
- Une activité pilote de formation dans l'entrepreneuriat de 30 adolescents a très bien réussi et pourrait être répliquée.
- La méthodologie SCREAM de l'OIT a été mise en pratique récemment dans six écoles fondamentales, s'est prouvé être un succès et pourrait être répliquée. Son inclusion officielle dans des curricula pourrait avoir lieu à l'avenir.
- D'importants documents de sensibilisation ont été élaborés: un Guide Pédagogique pour la Formation des Adolescents; un Guide pour les Journalistes; une brochure sur l'abolition du travail des enfants destinée au gouvernement et aux organisations des travailleurs, employeurs, et de la société civile; et une étude sur les opportunités pour les adolescents dans le marché du travail.
- Sept formations de renforcement des compétences ont été tenues avec des acteurs clé et 306 bénéficiaires.
- Une très bonne distribution ou utilisation de matériels préexistants ou élaborés par le projet a été réalisée ainsi qu'une organisation significative d'activités pour la Semaine de l'Enfant et la Journée Mondiale contre le Travail des Enfants en juin 2012 et juin 2013.
- Une collaboration efficace (synergisme) a été forgée avec d'autres projets de l'OIT et d'autres organisations dans la formation, sensibilisation, information, et communication (ILO/Crisis, UNICEF, et OIM).

- Une collaboration sud-sud avec le Brésil, bien que plus limitée que prévue, s'est établie dans ce projet, ainsi que dans le projet de partenariat global, et reste un modèle viable pour une future collaboration.

Défis Principaux

- Le projet a été trop ambitieux dans l'élaboration et la projection des objectifs, activités, et cibles.
- La synchronisation et la séquence des activités et produits ont été trop complexes ou peu appropriées pour Haïti, particulièrement dans l'environnement à la suite du tremblement de terre.
- Le nombre de personnel de gestion de programme (un chef de projet) n'était pas suffisant pour le nombre de tâches demandées.
- Il manquait un officier de proximité (NO-A), l'équivalent d'un député de projet, ayant des connaissances culturelles et des contacts, ce qui lui aurait permis de profiter de réseaux utiles.
- La lenteur considérable mise dans le lancement du projet et dans le remplacement du gérant clé sur le terrain a conduit à une activité réduite du projet (24 mois au lieu de 35).
- Les coûts des consultants en Haïti se sont révélés bien au-dessus de ceux projetés dans l'élaboration du projet, une situation surtout évidente dans l'étude rapide (Viva Rio) et celle sur les opportunités économiques (IDEJEN). Ceci a mené à un manque de fonds pour poursuivre d'autres études de ce genre.

Conclusions

1. Les produits, activités, et surtout les cibles du projet étaient trop ambitieux pour le contexte social et politique haïtien, surtout à la suite d'un séisme dévastateur.
2. Les délais entre l'élaboration du projet, l'obtention du financement, et la mise en place du personnel de gestion ont eu pour résultat qu'un projet élaboré pour une première phase de relèvement en Haïti est arrivé sur le terrain à un stade beaucoup plus avancé de reconstruction.
3. Des délais bureaucratiques, la confusion politique locale, et un leadership faible du projet en Haïti pendant un an et demi au début de l'exécution de ce projet ont eu pour résultat que beaucoup d'activités et cibles planifiées à l'origine n'ont pas abouti.

4. Une sous-estimation des coûts des consultants locaux dans l'élaboration du projet a constitué l'une des raisons principales du manque de succès dans l'exécution des études rapides.

5. Malgré des objectifs manqués et les délais, le projet a remporté un certain nombre de succès, surtout dans sa dernière année, ceci dû à l'amélioration du leadership en Haïti et à une plus grande stabilité des institutions et de la politique haïtiennes.

6. Malgré le besoin de réactiver un projet sans communication avec son prédécesseur après cinq mois d'inactivité, l'actuel chef de projet en Haïti a su faire preuve de leadership et de dynamisme ce qui a mené à plusieurs résultats effectifs.

7. Les résultats les plus positifs du projet ont été la création d'un Comité Tripartite National avec une vision et un engagement, un modèle opérationnel pour la formation professionnelle des adolescents, un modèle opérationnel pour la formation entrepreneuriale des adolescents, une activité pilote d'un modèle de sensibilisation des enfants en se servant de la méthodologie SCREAM, l'élaboration de plusieurs guides de formation, et la tenue de plusieurs sessions de formation pour des acteurs clés.

8. Beaucoup de ces initiatives récentes ont entraîné l'utilisation en effet de levier de ressources d'autres projets OIT et des organisations de l'ONU qui ont produit des résultats dans le domaine de la sensibilisation des populations dans des quartiers pauvres, la formation professionnelle, une étude sur le marché du travail pour les adolescents, un guide pédagogique pour la formation des adolescents, une étude du cadre juridique du travail des enfants, une formation et un guide pratique pour les journalistes, et une étude approfondie sur le travail domestique des enfants.

9. Une coopération sud-sud et triangulaire (nord-sud et sud-sud) s'est affirmée comme modèle en Haïti qui pourrait être utilisé dans d'autres pays en voie de développement.

10. Une occasion de renégocier les cibles du projet pendant le long délai entre les deux chefs de projet a été manquée.

11. Les partenaires ont beaucoup apprécié comment l'IPEC a su mobiliser les autres organisations de l'ONU dans des activités collaboratrices ayant le but commun de protéger les enfants du travail infantile.

Recommandations

1. Dans une future extension du ce projet sans fonds additionnels le chef de projet devrait chercher à renforcer les quelques résultats actuels et assurer la continuité des activités pilotes en cours pour faire le pont avec un nouveau projet dans un proche avenir.
2. Si un financement n'est pas suffisant maintenant pour faire le pont avec un nouveau projet, une extension entraînant des fonds additionnels pourrait faire le lien avec le nouveau projet élaboré par l'OIT.
3. Un projet faisant suite à celui-ci devrait s'élaborer à Genève sous l'égide de l'OIT/IPEC à l'intention de l'USDOS ou autre bailleur de fonds et devrait commencer d'ici un an.
4. La formation professionnelle des adolescents de 15 à 17 ans a très bien réussi et devrait se répliquer et s'étendre dans tout nouveau projet. Il devrait se joindre au curriculum une composante sur la recherche du travail et sur les connaissances requises pour s'en tirer bien dans la vie.
5. La méthodologie SCREAM stimule et sensibilise les étudiants là où elle a été introduite et mérite d'être répliquée dans tout nouveau projet.
6. L'importance donnée par le projet USDOS/ABC en 2013 à la mise en place et à la mise en opération du Comité Tripartite National après un an d'inactivité suivant sa création en juin 2012 sera décisive au maintien de la lancée du projet, et on ne doit pas le laisser retomber dans l'inactivité une fois de plus.
7. Bien que sa mission principale soit de promouvoir le respect des Conventions de l'OIT no. 138 (âge minimum) et no. 182 (pires formes du travail infantile), le Comité Tripartite National peut servir aussi comme point focal pour acquérir le soutien d'autres acteurs sociaux et politiques pour répliquer les initiatives fructueuses du projet l'USDOS/ABC et d'autres modèles qui pourraient être empruntés au Brésil ou à d'autres pays.
8. Une poursuite de la collaboration avec le Brésil dans un nouveau projet serait désirable, mais il devrait se développer bien plus et impliquer plus de visites directes en Haïti de la part d'experts du Brésil expérimentés en politiques et modèles de lutte contre le travail infantile.
9. Tout nouveau projet devrait être élaboré de manière à mieux répondre aux conditions sociales et politiques actuelles d'Haïti (mise à jour du projet actuel).

10. Des études rapides à petits échantillons sur le travail des enfants en Haïti dans divers secteurs de l'économie devraient finalement être menées à bien dans un nouveau projet.

11. Dans toute extension du projet actuel, un chef de projet devrait être en place pour gérer efficacement le projet. Le plus tôt possible, un officier de proximité (NO-A) devrait être nommé aussi pour épauler le chef d'équipe. Pour ce faire, une extension d'un an pourrait être envisagée.

12. Les délais prolongés bureaucratiques du présent projet devraient être examinés par l'OIT, l'USDOS, et l'ABC pour comprendre comment améliorer les produits qui conviennent aux services, surtout là où il y a besoin d'une réponse rapide pour maximiser l'impact.

Leçons apprises et bonnes pratiques peuvent être trouvées dans le rapport complet.